



Les précis de la Corpa



L2 Droit – Melun – Premier semestre





Les précisions de la Corpa



2

Droit – Melun – Premier semestre

L2

L2 Droit – Melun – Premier semestre

Année 2014-2015



Les précis de la Corpo



3

D

Précis L2 Droit – 1^{er} semestre – 2014/2015

Chers étudiants, ça y est, l'année touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant **80 ans** la **Corpo Assas** accompagne l'étudiant dans tous les domaines de la vie universitaire, et vous propose notamment des **Précis de Droit**. Ces condensés des cours, comportant un point de méthodologie, guideront, encadreront et rythmeront vos révisions des partiels. Ils ne sauraient évidemment se substituer aux exigences universitaires de recherche personnelle.

Effectivement, ces précis sont là pour vous orienter, ils sont faits par des étudiants et ne remplacent pas une présence assidue en cours et en TD ainsi que l'apprentissage régulier et approfondi des différentes matières.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous joindre, sheherazade@corpo.fr ou julie@corpo.fr.

➤ Comment valider votre année ?

Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider vos quatre blocs (les deux blocs de fondamentaux et les deux blocs de complémentaires). Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...



Les précis de la Corpa



4

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en septembre, lors de la session de rattrapage, la, ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

Pour les L2 :

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a 3 matières fondamentales et 3 matières complémentaires.

Attention : le passage par septembre annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de septembre.



Les précis de la Corpa



5

L2

Droit – Melun – Premier semestre

- **Système de compensation et session de septembre**

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de juin, une seconde chance vous est offerte en septembre.

Attention, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en septembre compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc) sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

A noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... A bon entendeur !

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.



Les précis de la Corpa



6

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Table des matières :

DROIT DES OBLIGATIONS	8
Introduction	8
➤ Notion de contrat	8
➤ Les grands principes du droit des contrats	10
➤ Les sources du droit des contrats	12
➤ Les différentes classifications des contrats	13
➤ Les projets de réforme en droit des contrats	17
La question de la formation du contrat	18
Les conditions de validité du contrat	18
La question du consentement	18
➤ La phase préparatoire du contrat	19
➤ L'existence du consentement	23
➤ L'intégrité du consentement	26
La capacité	32
➤ La capacité de jouissance	33
➤ La capacité d'exercice	33
L'objet	35
➤ L'existence de l'objet	35
➤ La possibilité de l'objet	41



Les précis de la Corpa



7

L2

Droit – Melun – Premier semestre

➤ La licéité de l'objet	42
La cause	44
➤ Le débat traditionnel autour de la notion de cause.....	44
➤ L'existence de la cause	46
➤ La licéité de la cause	48
La forme du contrat	49
➤ L'exception du formalisme	50
La conformité du contrat à l'ordre public et aux bonnes mœurs	53
➤ Les notions	53
➤ Illustrations	54
La sanction de la méconnaissance des conditions de validité du contrat.....	55
➤ Le débat traditionnel autour des nullités	56
➤ L'effet commun aux nullités	56
➤ Le régime des nullités	58
➤ L'exception de nullité	60



Les précis de la Corpa



8

L2

Droit – Melun – Premier semestre

DROIT DES OBLIGATIONS

Introduction

➤ **Notion de contrat**

Notion d'obligation

Obligation civile et obligation morale

On parle d'obligation morale quand c'est une obligation imposée par la conscience, et il n'y a pas de sanction juridique.

On parle d'obligation civile quand il y a un lien entre deux ou plusieurs personnes et qui est sanctionné par le droit.

Obligation civile et obligation naturelle

On va retrouver l'obligation naturelle dans deux cas :

- Le devoir n'existe pas ;
- Le devoir n'existe plus.

Dans l'obligation naturelle on va exécuter un devoir de conscience. On est à mi-chemin entre la morale et le juridique.

La particularité de l'obligation juridique est qu'en cas d'exécution, le créancier pourra obtenir en justice l'exécution forcée devant les tribunaux.

- Soit exécution en nature ;
- Soit exécution par équivalent (dommages et intérêts).

L'obligation civile est un lien entre deux ou plusieurs personnes en vertu duquel l'une est tenue de fournir à l'autre une prestation déterminée.

Obligation juridique au sens de droit personnel

Droit patrimonial



Les précis de la Corpa



9

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Sur le droit personnel, les créanciers ont un gage commun des patrimoines du débiteur mais ont donc pour intérêt les garanties de paiement. Ce droit de gage général va nécessairement être le patrimoine qui va asseoir la poursuite des créanciers en cas de défaut de paiement. Toutes ces branches sont liées entre elles.

Lien entre le débiteur et le créancier

Différentes obligations en droit français :

- Obligation de faire (obligation d'exécution) ;
- Obligation de ne pas faire (obligation d'abstention) ;
- Obligation de donner (obligation de remettre la chose).

La particularité des obligations de faire et ne pas faire est que le Code civil prévoyait dans l'**article 1142 du Code civil**, qu'en cas d'inexécution, ses obligations se résolvent en dommages et intérêts.

Opposition entre les obligations de moyens et les obligations de résultats :

L'obligation de moyen vise l'hypothèse où on ne peut pas promettre un résultat déterminé mais il s'engage à faire tout son possible pour parvenir au résultat prévu par contrat. On s'engage à un résultat déterminé.

En revanche dans l'obligation de résultat, le seul fait de ne pas atteindre le résultat suffit d'engager la responsabilité du débiteur sans avoir à prouver sa faute.

La notion de contrat

Le contrat et la convention

La convention a un objet plus large qu'un contrat. Tout contrat est une convention, mais pas l'inverse. Le point commun entre le contrat et la convention est que les deux reposent sur un accord de volonté, ce qui fait la distinction est l'objet de l'accord.

La convention crée des effets de droit quelconque, tandis que le contrat va créer des obligations.

La définition générale du contrat est donnée à l'**article 1101 du Code civil**, qui dispose que « *Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner à faire ou ne pas faire quelque chose.* ».

Le contrat et l'acte juridique unilatéral

En droit français, l'acte juridique unilatéral n'est pas une source réelle d'obligations contrairement à d'autres systèmes. Une volonté seule ne peut pas créer des effets de droit.



Les précis de la Corpa



10

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La donation n'est pas un acte unilatéral. C'est un contrat mais un contrat unilatéral.

L'acte juridique unilatéral est une seule volonté qui s'exprime avec des effets de droit. Le contrat unilatéral est un accord de volonté mais seule une partie au contrat est obligée.

➤ Les grands principes du droit des contrats

Dans ses grands principes du droit des contrats, il y en a cinq :

L'autonomie de la volonté

C'est un principe philosophique à partir duquel les autres principes vont se développer.

L'idée dans la plupart des documentaires doctrinaux au XIXème est que le Code Civil en matière de contrat reprend l'autonomie de la volonté dans laquelle la source du contrat est l'autonomie individuelle. Les individus sont souverains pour se donner leurs propres lois. L'autonomie de la volonté suppose que les partis du contrat soient libres, égaux ; le contrat sera ainsi un équilibre et un compromis entre les intérêts des différents partis. « *Qui dit contractuel, dit juste* » Fouillé.

L'autonomie de la volonté s'exprime dans l'**article 1134 du Code civil**, qui contient trois alinéas, dont le premier dispose que « *Les conventions légalement formées tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites.* ». L'idée est que le contrat est l'égal de la loi pour les partis si on se situe dans la hiérarchie des normes, il a exactement les mêmes valeurs que la loi pour les partis.

La liberté contractuelle

La liberté contractuelle est un principe qui aujourd'hui a une valeur constitutionnelle, notamment avec la décision du **13 juin 2013 du Conseil Constitutionnel**.

Dans la liberté contractuelle on a trois conséquences :

- On est libre de s'engager ou non dans un contrat ;
- On est libre de choisir son cocontractant ;
- On est libre de déterminer les termes du contrat.



Les précis de la Corpa



11

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le consensualisme : la liberté dans la forme du contrat

Il y a une difficulté terminologique dans le sens, cela signifie la liberté dans la forme et non pas l'absence de forme. Cela signifie que la forme du contrat est libre. Le consensualisme est une conséquence logique de la liberté contractuelle. Le contrat sera parfait par principe, uniquement grâce à l'échange des consentements.

L'exception (contraire du consensualisme) est le formalisme, qui est quelque chose qui se développe en droit français depuis quelques années, notamment dans le droit de la consommation avec le formalisme informatif.

Le consensualisme reste une conséquence de l'autonomie de la volonté mais subit des exceptions avec les développements du formalisme.

La force obligatoire du contrat et l'effet relatif du contrat

La force obligatoire du contrat découle de l'**article 1134 alinéa 1 du Code civil**, on estime que le contrat va être obligatoire entre les parties et va avoir la même force que la loi. Dès le consentement, on y est tenu, si on ne le respecte pas, on s'expose à des sanctions judiciaires. Il a comme conséquence son intangibilité.

La force obligatoire du contrat est un élément fondamental pour assurer la sécurité juridique et le contrat sert la sécurité juridique. En revanche la force obligatoire du contrat ne vaut que pour les tiers. Il est normal que seuls ceux qui ont donné le consentement soient tenus par le lien d'obligation. On ne peut pas faire naître d'obligation à l'envers d'un tiers. C'est ce qu'on appelle l'effet relatif du contrat. En revanche l'effet relatif du contrat doit être combiné à l'opposabilité du contrat. Le tiers doit respecter le contrat.

L'obligation de bonne foi

Elle trouve sa source également dans l'**alinéa 3 de l'article 1134 du Code civil**, qui dispose « Elles (les conventions) doivent être exécutées de bonne foi. ». Ce n'est pas un concept précis, c'est une directive de principe très générale. La jurisprudence l'avait étendue dans la négociation du contrat. On a étendu l'exigence à la période précontractuelle.

La bonne foi se développe ses dernières années, et est très floue.



Les précis de la Corpa



12

L2

Droit – Melun – Premier semestre

➤ **Les sources du droit des contrats**

Sources internes

Le Code civil

Les sources internes se trouvent dans les **articles 1101 et suivants du Code Civil**.

On note quatre conditions pour que le contrat soit valable :

- Consentement ;
- Capacité ;
- Objet ;
- Cause.

En dehors du Code civil

Les sources qui ne sont pas dans le Code civil :

- Constitution : principes à valeur constitutionnelle
- Codes qui réglementent des contrats particuliers

Il y a également l'origine jurisprudentielle du droit des contrats. La jurisprudence a créé de véritables principes. En droit des contrats, il y a moins de principe comme ça posé.

La jurisprudence a eu notamment un rôle créateur d'après l'**article 1135 du Code civil**. Ça va donner un pouvoir véritable au juge d'après l'équité.

Sources externes

En matière contractuelle, il peut y avoir une référence aux usages professionnels, notamment lorsqu'il s'agit de combler les lacunes au contrat. L'usage peut se référer en droit des contrats, en la pratique qu'il existe entre les partis.



Les précis de la Corpa



13

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le droit international

Pour le droit international, il existe deux types de réglementation. D'abord les règles qui concernent le droit international privé, il s'agit de déterminer quelle loi sera applicable au contrat. On est en présence d'un conflit de loi. Pour éviter ce genre de conflit, on va poser des règles de conflits en disant que dans les contrats, la loi applicable au contrat sera la loi désignée par les partis.

Aujourd'hui, les règles de droit international privée sont du **règlement du 17 juin 2008, TOME 1**.

Le droit de l'Union Européenne

A côté, on a le droit de l'union européenne, qui s'intéresse également au droit des contrats à travers l'adoption de directives sur des points particuliers.

L'influence du droit du Conseil de l'Europe

Et enfin, on peut noter l'influence de la Cour européenne des droits de l'Homme dans le Conseil de l'Europe. De manière ponctuelle la Cour européenne des droits de l'Homme peut intervenir en droit des contrats en mentionnant la liberté fondamentale.

➤ Les différentes classifications des contrats

Les classifications figurant expressément dans le Code Civil

Distinction entre les contrats synallagmatiques et les contrats unilatéraux

Définitions

Le contrat est synallagmatique quand les deux partis ont des obligations réciproques et interdépendantes. C'est le modèle de l'échange au sens large. Les deux parties sont à la fois créancières et débitrices.

En revanche, le contrat est unilatéral quand les obligations sont à la charge d'un seul parti.

Il y a un accord de volonté (contrat) mais une seule des parties est obligée (unilatéral).

Conséquences juridiques

- La preuve :



Les précis de la Corpa



14

L2

Droit – Melun – Premier semestre

En matière de preuve, lorsque le contrat est synallagmatique s'applique la règle double originale. Lorsque le contrat est unilatéral, lorsqu'il constate une dette de somme d'argent, il faut, d'après l'**article 1326 du Code civil**, que le débiteur recopie de sa main l'engagement en lettre et en chiffre.

- L'exception d'inexécution (mécanisme qui existe uniquement pour les contrats synallagmatiques, et qui relate le cas d'inexécution du contrat par une des parties) :

Lorsque deux partis sont en relation d'affaire, l'une des parties fournit une matière première et l'autre la paye. Si à un moment, l'acquéreur cesse de payer, l'exception d'inexécution permet au fournisseur d'arrêter de fournir. On estime que dans ce contrat, le fait pour une partie de ne pas exécuter son engagement prive de cause l'engagement l'autre. Il s'agit d'un moyen de défense efficace.

Distinction entre les contrats à titre onéreux et les contrats à titre gratuits

Définitions

Le contrat est à titre onéreux quand il y a un prix qui est fixé, une condition de valeur donné à la prestation.

Le contrat est à titre gratuit quand il n'y a pas ce prix.

La responsabilité en cas de dommage

L'intérêt se mesure dans la responsabilité encourue en cas de dommage puisque la jurisprudence va être plus libérale quand le contrat est à titre gratuit (la responsabilité est moins lourde quand on a rendu service à quelqu'un) que quand le contrat est à titre onéreux (la responsabilité est alourdie).

Distinction entre les contrats commutatifs et les contrats aléatoires

Définitions

Un contrat est dit commutatif lorsque les prestations sont connues par les deux parties dès l'origine.

En revanche, le contrat est dit aléatoire, quand il y a dans le contrat une chance de gain, de perte, pour chacune des partis, d'après un événement aléatoire. Le contrat repose sur une estimation, sur une chance d'un gain ou d'une perte pour chacune des partis.

L'**article 1964 du Code civil** pose le principe que le gain, la perte peut exister pour une seule partie.

Conséquences



Les précis de la Corpa



15

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La classification entre le contrat commutatif et le contrat aléatoire a deux incidences que l'on retrouvera dans les développements. Lorsque le contrat est aléatoire :

- L'aléa chasse l'erreur : Dans un contrat, lorsqu'une des parties se trompe sur un des éléments importants du contrat, cette partie peut, sous certaines conditions, invoquer l'erreur.
- L'aléa chasse la lésion : On ne peut pas invoquer la lésion en présence de cet aléa.

Les classifications plus récentes

La classification des contrats selon leur durée

Contrats à exécution instantanée et les contrats à exécution successive

Le contrat est à exécution instantanée lorsque le temps ne joue aucun rôle dans l'exécution. Il y a concomitance entre l'accord de volonté et l'exécution du contrat.

En revanche dans les contrats à exécution successive, les effets s'étalent dans le temps, pour une durée plus ou moins longue.

Un enjeu pratique de cette distinction entre les contrats à exécution instantanée et les contrats à exécution successive est les effets de la nullité. La nullité sera rétroactive pour les contrats à exécution instantanée, alors qu'on ne pourra normalement pas faire jouer cette rétroactivité pour les contrats à exécution successive.

Cependant, il y a ici des obstacles matériels, qui font qu'on n'appliquera pas la nullité.

Contrats à durée déterminée et les contrats à durée indéterminée

Dans les contrats à exécution successive, on doit distinguer les Contrats à Durée Déterminée et les Contrats à Durée Indéterminée.

D'un point de vue théorie générale, le Contrat à Durée Déterminée est obligatoire jusqu'au terme et n'a pas de rupture possible. L'intérêt d'avoir un terme pour les relations contractuelles est que les partis ont une certaine sécurité jusqu'au terme du contrat.

En revanche, quand le contrat est à exécution successive et à Durée Indéterminée, on ne sait pas combien de temps la durée va continuer. La Cour de Cassation a décidé qu'il existait en droit français une interdiction de ce qu'on appelle les engagements perpétuels. On ne peut pas s'engager toute sa vie dans des liens contractuels. La conséquence de l'interdiction de l'engagement perpétuel est l'existence d'un droit de résiliation unilatéral. Simplement, au nom de la bonne foi, la jurisprudence exige qu'on respecte un délai de préavis, qui va varier selon la durée de relation entre les partis.



Les précis de la Corpa



16

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La différence importante entre le Contrat à Durée Déterminée et le Contrat à Durée Indéterminée, en droit des contrats, est que le Contrat à Durée Indéterminée en fait rend la relation plus stable pendant la durée du contrat (on ne peut pas sortir), alors que le Contrat à Durée Indéterminée expose chacune des parties à une certaine précarité (on ne sait pas quand le contrat prendra fin). Néanmoins un Contrat à Durée Indéterminée peut être bien plus long qu'un Contrat à Durée Déterminée. Il y a un certain paradoxe.

Contrats consensuels et les contrats non consensuels

Dans les grands principes qui dominent le droit des contrats, le principe en droit français est le consensualisme, qui veut dire qu'il y a une liberté dans la forme (le contrat sera valablement formé, sans qu'il y ait des mentions obligatoires).

Néanmoins, les contrats non consensuels se multiplient. Ce sont des contrats, dans lesquels l'accomplissement d'une formalité est nécessaire. Ce peut être pour la validité du contrat, pour sa preuve, pour l'opposabilité, et à titre informatif.

Contrats de gré à gré et les contrats d'adhésion

Le contrat de gré à gré est le contrat librement négocié. Aujourd'hui, cette vision du contrat de gré à gré a largement disparu au profit du contrat d'adhésion, qui est un contrat dans lequel une partie (la partie faible) va adhérer au contrat, c'est à dire qu'elle va simplement apposer sa signature (pas de discussion possible).

Le but est de protéger la partie faible.

Contrats nommés et les contrats innommés

Les contrats nommés sont des contrats qui sont identifiés et dont, la réglementation, le régime spécifique est prévu notamment par le Code civil. Ils sont prévus par le législateur.

Les contrats sont innommés quand ils n'entrent pas dans une catégorie répertoriée, n'a pas de régime spécifique identifié par la loi. Donc, il n'entre pas dans les catégories déjà identifiées.

Face à un contrat innommé, on va en réalité chercher à intégrer le contrat innommé dans une catégorie de contrat nommé. On cherche à le rattacher à des catégories déjà existantes.



Les précis de la Corpa



17

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Contrat échange et les contrats organisation

Dans le contrat échange, chaque partie va échanger sa prestation. La bonne foi va être ici contenue dans un sens très limité, c'est à dire que ce sera l'absence de nuisance à l'autre. On peut même aller plus loin parce qu'exiger des parties qu'elles sacrifient leurs intérêts au profit de l'autre n'est pas forcément une vision très réaliste. Dans les contrats échanges, on va admettre simplement que la bonne foi a un rôle assez limité. Le problème est que la plupart des contrats réglementés par le Code civil ont été fait au regard du contrat de vente qui a servi de modèle. Or, il existe alors un autre type de contrat mis en avant par les auteurs, tel que le contrat organisation. Le contrat organisation est une autre forme de contrat qui n'a rien à voir avec les contrats échange parce que dans le contrat organisation, les parties ont des intérêts communs.

➤ **Les projets de réforme en droit des contrats**

En droit interne

En droit interne, il y a principalement deux projets établis par les universitaires, l'un dit **projet Catala**, qui date de 2005, et l'autre le projet de l'Académie de sciences morales et politiques, qu'on appelle aussi le **projet Terré**. Dans la dernière actualité, le gouvernement envisage de réformer la matière du droit des contrats, mais par le biais des ordonnances. C'était un **projet de loi du 27 novembre 2013** qui le prévoyait.

En droit européen

En droit Européen, l'union européenne a un projet de Code européen des obligations. On restait sur une espèce statut quo parce qu'on s'inspire beaucoup du modèle allemand, les français tiennent beaucoup au Code Civil. La commission Lando a établi des principes envers le droit des contrats, ainsi que des terminologies contractuelles communes. Il s'agit d'essayer d'uniformiser la terminologie en droit des contrats, établir quelques principes communs mais qui n'ont pas réellement de valeur contraignante.

En droit international

En droit international, il s'agit d'établir une règle de conflit uniforme entre les différents états, c'est à dire qu'on prévoit par ce règlement un mécanisme de désignation, qui est par exemple la loi d'autonomie (loi librement choisie par les parties), ou bien encore la loi d'exécution du contrat (le contrat va être exécuté).



Les précis de la Corpa



18

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Après, il s'agit de mettre en échec le conflit de loi, c'est à dire une hypothèse dans laquelle le juge français pourrait appliquer un certain nombre de lois différentes.

Exemple : Le vendeur est français, et l'acquéreur est allemand. L'achat se fait en Italie.

En dehors de ces règles, la loi des marchands va unifier la règle applicable, et poser des règles de fond (on va poser des règles de fond, là où en droit international, nous sommes en conflit).

La question de la formation du contrat

Les conditions de validité du contrat

L'**article 1108 du Code civil** pose quatre conditions :

- Le consentement (de la partie qui s'oblige) ;
- La capacité (de contracter) ;
- L'objet (du contrat) : c'est un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;
- La cause (licite dans l'obligation).

On rajoutera la conformité à l'ordre public et aux bonnes mœurs (posé par l'**article 6 du Code civil**), et la question de la forme du contrat (principe du consensualisme).

La question du consentement

Lorsqu'on parle de la notion de consentement, il y a deux questions essentielles :

- Le consentement ;
- Le consentement ne doit pas avoir été vicié : on parle du vice du consentement.



Les précis de la Corpa



19

L2

Droit – Melun – Premier semestre

➤ La phase préparatoire du contrat

Les pourparlers

C'est une période de négociation des contrats.

La liberté dans les pourparlers

Ces pourparlers notent un principe fondamental, qu'est la libre négociation des contrats. Entre autre, le principe des négociations parallèles est un principe qui a toujours été permis, c'est à dire qu'une personne peut en même temps négocier avec plusieurs sociétés. Finalement, le principe de la liberté contractuelle entraîne cette libre négociation et on ne peut pas donner de caractère trop contraignant aux pourparlers.

La rupture des pourparlers

Le principe est la libre rupture. Néanmoins, la Cour de cassation a voulu moraliser cette période de pourparlers et a développé la notion de bonne foi, ce qui signifie que même si par principe on est libre de rompre les pourparlers, dans certains cas, la rupture pourra engager la responsabilité civile de son auteur.

Cas de rupture fautive

Il y a deux grandes circonstances de fautes :

- On négocie alors qu'on sait qu'on ne va jamais conclure, on fait alors croire que le contrat sera conclu. Cela peut faire perdre du temps à l'un des négociateurs. Dans ce cas-là, on crée une illusion trompeuse, c'est de la mauvaise foi.
- Lorsqu'il y a une rupture tardive ou bien brutale (ou les deux en même temps) des pourparlers, les juges vont estimer qu'il s'agit d'une mauvaise foi qui est de nature à engager la responsabilité de l'auteur de la rupture. Même si on est libre de négocier, on doit négocier de bonne foi.

Domage réparable

Le fondement juridique de la responsabilité est l'**article 1382 du Code civil** qu'est la responsabilité du fait personnel. La responsabilité contractuelle suppose qu'il y ait un contrat.

Dans la responsabilité délictuelle, il y a un principe fondamental, qu'est le principe de la réparation intégrale du préjudice.



Les précis de la Corpa



20

L2

Droit – Melun – Premier semestre

On note deux conceptions :

- Conception large du préjudice : comme on a rompu de mauvaise foi, on a privé le négociateur, le cocontractant, de tous les avantages qu'il aurait retiré de la conclusion du contrat.
- Conception plus stricte du préjudice : le préjudice n'est pas lié à ce qu'aurait procuré le contrat, le véritable préjudice est la perte de tous les frais exposés durant la négociation.

La Cour de cassation a pris parti pour une conception stricte du préjudice (Chambre commerciale, 26 novembre 2003, arrêt Manouchian). L'attendu a été repris par la **troisième chambre civile du 16 janvier 2009**.

La Cour de cassation reprend « *La faute commise dans l'exercice du droit de rupture unilatéral des pour parler ne peut être la cause d'un préjudice consistant dans la perte de chance de réaliser des gains que permettaient d'espérer la conclusion du contrat.* ». La Cour de cassation se fonde sur le lien de causalité entre la faute et le préjudice. Pour qu'un préjudice soit réparable, il faut montrer qu'il y a un lien de cause à effet de la faute. La Cour de cassation estime qu'il n'y a pas de causalité entre la perte du contrat et le pour parler. L'idée est sans doute qu'on reste attaché à la libre rupture des pourparlers. Si la faute dont la rupture débouche sur la réparation du contrat, ça remettrait en cause le principe fondamental de la libre négociation et de la libre rupture de pourparlers. La faute doit être caractérisée, elle doit être réparée sur le fondement de l'**article 1382 du Code civil**, mais il y a une réparation du dommage. La partie victime obtiendra le remboursement de frais engagés.

L'obligation d'information

Domaine

L'obligation d'information a été notamment mise en place dans les contrats d'information. Le professionnel doit informer l'acquéreur des différentes caractéristiques du produit. Le but de cette information étant que le consommateur s'engage en connaissance de cause et surtout le consommateur ayant acquis un bien pourra ensuite demander la nullité du contrat en estimant que le bien ne correspond pas à l'information donnée, ainsi que la réparation du préjudice subi.



Les précis de la Corpa



21

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Contenu

Toute personne qui distribue des biens ou propose des services par internet, doit mettre des informations. Le professionnel doit indiquer son nom, son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et doit notamment prévoir un numéro ou une adresse en cas de difficulté dans le contrat. L'originalité de cette obligation d'information est qu'elle permet d'obtenir des dommages et intérêt ou bien la nullité du contrat.

Les avants contrats

C'est un contrat préparatoire, il prépare la conclusion d'un autre contrat définitif.

La promesse de vente

La promesse unilatérale

La promesse unilatérale de vente est un accord de volonté par laquelle une personne s'engage envers une autre à lui vendre un bien à des conditions déterminées. On voit bien qu'il y a un accord de volonté, c'est à dire qu'il y a un contrat. Le bénéficiaire n'est pas définitivement engagé puisque le bénéficiaire de la promesse de vente a un droit d'option, il lève ou non l'option dans un délai déterminé. S'il lève l'option, la vente définitive est formée et s'il ne lève pas l'option, la vente ne sera pas formée.

La promesse de vente se transmet aux héritiers parce que c'est un contrat et qu'elle rentre dans le patrimoine du défunt et se transmet aux héritiers.

Le bénéficiaire a un droit d'option, et c'est un droit qu'on peut qualifier potestatif, ça signifie que c'est un droit qui dépend de la seule volonté de son bénéficiaire.

Une promesse a été conclue, et dans délais, le promettant décide de rompre la promesse et de vendre à un tiers. Pendant ce délais, le promettant vend à un tiers.

On note deux possibilités de sanctions :

- Condamnation à l'exécution forcée ;
- Condamnation à des dommages et intérêts.

La solution classique retenue par la cour de cassation et de retenir la cour de cassation à des dommages et intérêts (**3^{ème} chambre civil, 15 décembre 1993**) : Le juges estimaient que le promettant n'est tenu que d'une



Les précis de la Corpa



22

L2

Droit – Melun – Premier semestre

obligation de faire, donc on en vient à appliquer l'**article 1142 du Code civil**, d'après ce texte cela se résout en dommages et intérêts).

La promesse synallagmatique

Deux personnes s'engagent réciproquement et définitivement dans les termes d'un contrat de vente dont les conditions essentielles sont déterminées. Le consentement est d'ores et déjà donné, cette promesse équivaut à une vente. La condition est posée à l'**article 1589 du Code civil** selon lequel la promesse de vente vaut vente lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

Le pacte de préférence

Pour la définition générale, c'est une partie qui promet à un autre de lui proposer en priorité la conclusion d'un contrat au cas où elle déciderait de le conclure.

En revanche, les conditions de ce contrat ne sont pas forcément déterminées à l'avance. La jurisprudence n'exige pas que pour le pacte soit valable que ce contrat soit fixé à l'avance.

Dans un arrêt de la **première chambre civile du 6 juin 2001**, la Cour de cassation a jugé que le bénéficiaire n'est pas obligé par le pacte de préférence. Le bénéficiaire garde la faculté d'accepter ou non. Il a encore une option.

Le promettant va vendre le bien à un tiers, au mépris de la propriété qu'il avait consenti.

La Cour de cassation a tranché dans une décision (**chambre mixte, 26 mai 2006**), en estimant que le bénéficiaire d'un pacte de préférence est en droit d'exiger l'annulation du contrat passé avec un tiers.

La Cour de cassation met deux conditions pour que cette substitution puisse avoir lieu qui sont d'ordre probatoires :

- Ce tiers connaissait l'existence de ce pacte qui sera contracté.
- Plus délicate, il faut que le bénéficiaire montre que le tiers connaissait l'intention du bénéficiaire de se prévaloir du pacte.

Il y a une certaine contradiction dans les avants contrats, la promesse de vente est plus contraignante que le pacte de préférence. On la sanctionne de façon de moins lourde. Le pacte de préférence existe dans d'autres domaines que l'immobilier.



Les précis de la Corpa



23

L2

Droit – Melun – Premier semestre

➤ **L'existence du consentement**

L'offre

On l'appelle aussi la pollicitation. D'une manière générale, l'offre est une manifestation de volonté proposant la conclusion d'un contrat.

Les caractères de l'offre

La fermeté de l'offre

On va considérer que l'offre est ferme lorsque son auteur a l'intention de s'être engagé par la proposition et donc d'être lié en cas d'acceptation. Cette fermeté est importante parce que si l'offre manque de fermeté, ce n'est pas une offre au sens juridique, c'est ce qu'on va appeler une invitation à entrer en pourparlers.

La précision de l'offre

La précision de l'offre signifie qu'elle doit contenir tous les éléments permettant de définir l'objet du contrat.

L'offre peut être expresse ou tacite.

Les offres tacites se déduisent d'un comportement.

L'offre expresse est différente du silence en droit.

Le délai de l'offre

La question du délai de l'offre est importante puisqu'il s'agit de savoir si quand on exprime une offre on est tenu à un engagement ou bien si l'on peut se rétracter librement.

Au délai de l'offre, la jurisprudence distingue les offres auquel il existe déjà un délai et les offres qui sont faites sans délais.

Pour les offres qui sont faites avec un délai, la Cour de cassation estime que l'offre ne peut pas être rétractée avant l'expiration de ce délai. L'idée est que l'offre en tant que manifestation unilatérale de volonté est source d'obligation. Il y a plus de difficulté quand l'offre est faite sans délais, on tombe sur un principe de libre révocabilité de l'offre. Ce n'est pourtant pas la solution retenue par la cour de cassation, puisque aujourd'hui, la cour de cassation estime que l'offre doit être maintenue pendant un délai raisonnable.



Les précis de la Corpa



24

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Hypothèse du décès de l'offrant

La caducité de l'offre renvoi notamment à l'hypothèse du décès de l'offrant. La Cour de cassation depuis un **arrêt du 10 mai 1989** estime que l'offre devient caduque du fait du décès ultérieur de l'offrant. L'offre est une manifestation de volonté unilatérale est que la volonté est tombée avec le décès. Cette situation, néanmoins, doit recevoir un tempérament quand l'offre a été faite avec délais et que le décès a été fait pendant le délais, les héritiers seront tenus dans le délai.

L'acceptation

Caractères

L'acceptation doit être pure et simple. Si on n'accepte pas tous les termes de l'offre, ce n'est pas une acceptation, c'est une contre-proposition. L'acceptation peut être également expresse ou tacite.

Le cas du silence

Le silence présente une difficulté particulière en matière du contrat. En droit contrat, « *Qui ne dit mot, ne consens pas.* », c'est à dire que le silence ne vaut pas acceptation.

Il y a seulement trois cas dans lesquels le silence peut valoir acceptation :

- Lorsqu'il existe un usage entre les partis qui donne au silence cette valeur d'acceptation.
- Les partis qui sont en relation de longue durée peuvent donner au silence valeur d'acceptation.
- Lorsque l'offre est faite dans l'intérêt exclusif du destinataire, l'acceptation se fera du silence.

Par ailleurs, à côté de ces délais de réflexion, on a des délais de rétractation, dans lequel on va considérer que le contrat est formé mais qu'on peut revenir sur l'exécution du contrat. C'est une entorse directe à l'**article 1134, alinéa 1^{er} du Code civil** qui pose la force obligatoire du contrat.

Il y a un délai de rétractation qui est désormais de 14 jours. C'est un droit qui existe uniquement au profit du client, consommateur. C'est un droit unilatéral.



Les précis de la Corpa



25

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les contrats entre absents

Le problème des contrats entre absents est que deux personnes vont conclure un contrat mais ne sont pas en présence l'une de l'autre. Il y a un décalage entre l'offre et l'acceptation.

Problèmes posés

A quel moment va se former le contrat ? Quel est le lieu de formation du contrat ?

Le moment a une incidence sur la loi applicable notamment.

Le lieu vise essentiellement les contrats conclus entre deux pays distincts et quel est la loi applicable à la formation du contrat parce que pendant longtemps en droit international privé, la règle était que pour apprécier la validité du contrat on appliquait la loi de formation du contrat.

Quelles sont les règles qui peuvent régir cette question ?

Deux théories s'opposent principalement :

- La théorie de l'émission : il y a rencontre de l'offre et de l'acceptation au moment où l'acceptation est émise.
- La théorie de la réception : Cette théorie retarde le moment de la conclusion du contrat au moment où il y a rencontre de l'offre et l'acceptation dans l'esprit de l'acceptant. La preuve de cette réception est faite par le cachet de la poste avec recommandé et accusé de réception.

Solutions

Face à ce problème, c'est assez décevant parce que la Cour de cassation a reconnu un pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond. C'est à dire qu'on a des arrêts dans les deux sens même si à une certaine époque on pensait que la théorie de l'émission devait être retenue, comme l'**arrêt de la Chambre commerciale, du 7 janvier 1981**.

Plus récemment, le **7 juin 2011, la troisième Chambre civile** de la Cour de cassation est revenue à la thèse de la réception.



Les précis de la Corpa



26

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le contrat électronique

La loi qui va développer le commerce électronique en France est la loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) en **2004**, qui va reconnaître la validité du contrat électronique.

Un autre problème est la signature électronique, qui est nécessaire pour le contrat soit parfait.

L'offre

Le commerce électronique de manière générale est défini par la loi de 2004, comme une activité économique par laquelle une personne propose et assure à distance et par voie électronique la fourniture de biens et de services. L'offre est réglementée, elle reprend ici le droit commun.

L'offre électronique doit mentionner 5 éléments en plus de la précision et de la fermeté :

- Les différentes étapes à suivre pour conclure le contrat ;
- Les moyens techniques pour connaître et corriger les erreurs avant la conclusion du contrat ;
- La/les langue(s) utilisée(s) ;
- Les règles d'archivage ;
- Les règles professionnelles ou commerciales auxquelles l'auteur de l'offre entend soumettre le contrat.

L'acceptation

On applique le droit commun, ainsi qu'en plus, une formalité dite du double clic. Cette formalité vise dans un premier temps à vérifier que le destinataire de l'offre accepte la commande et dans un deuxième temps, à accepter la commande après l'accusé de réception du professionnel. Le but est d'éviter les erreurs de manipulation.

➤ **L'intégrité du consentement**

L'**article 1109 du Code civil** dispose qu'« Il n'y a point de consentements valables si le consentement a été donné par erreur ou extorqué par violence ou surpris par dol. ».

Le problème essentiel qui se présente au vice du consentement est qu'il y a deux objectifs contradictoires :

- Protection de la victime : vérifier que le consentement a été donné en connaissance de cause ;
- Assurer la sécurité juridique d'un contrat : si on peut remettre en cause n'importe quel contrat, ça entraîne une insécurité dans le contrat.



Les précis de la Corpa



27

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La preuve du vice de consentement est libre.

L'erreur

Cas d'erreur pris en compte

Erreur obstacle

Il n'y pas en réalité du tout de consentement. L'erreur obstacle n'est pas visée par le Code civil. L'erreur obstacle est une création de la jurisprudence. Il y a erreur obstacle quand on se trompe sur la nature du contrat. L'erreur porte aussi sur l'objet du contrat. Certains estiment que l'erreur sur la cause du contrat est une erreur obstacle, c'est à dire une erreur sur la contrepartie que l'on va recevoir.

L'intérêt de la notion erreur obstacle est qu'elle est sanctionnée par l'inexistence car on est dans l'absence de consentement, elle est donc imprescriptible.

Erreur sur la personne

Il s'agit d'un contrat conclu en considération des qualités de la personne, on considère que l'erreur sur la personne à un rôle à jouer sur les contrats à titre gratuit, et dans les contrats à titre onéreux (plus rarement).

En réalité, dans l'erreur sur la personne, trois éléments peuvent être pris en compte :

- Il y a erreur sur l'identité physique ;
- Il y a erreur sur l'identité civile ;
- Il y a erreur sur les qualités de la personne mais on se situe entre l'erreur sur la personne et l'erreur sur la substance.

La nullité sera encourue.

Erreur sur la substance

L'erreur sur la substance s'entend des qualités substantielles de la chose, c'est à dire subjectivement sur les qualités que les deux partis considèrent comme essentielles dans le contrat.

Il y a deux affaires très célèbres, que sont « l'affaire du poussin » (entre 1972 et 1987), et « l'affaire du verrou de fragonard ».

- « Affaire du poussin » (**1ère chambre civile, 13 décembre 1983**) : Lors de la vente d'un tableau, le propriétaire ignorait qu'il s'agissait d'un original, mais il s'agissait d'un tableau de Poussin. La Cour de cassation a jugé qu'il ne peut y avoir erreur quand la conviction est erronée. Le doute permet



Les précis de la Corpa



28

L2

Droit – Melun – Premier semestre

d'attribuer au tableau une autre valeur. L'affaire Poussin montre que la notion d'erreur n'est pas incompatible avec la notion de doute sur la réalité.

- « Affaire du verrou de Fragonard » (1^{ère} chambre civile, 24 mars 1987) : Il s'agit de l'hypothèse inverse dans laquelle la réalité est certaine mais dont la croyance est incertaine. Il y a un doute. La Cour de cassation va estimer qu'on peut invoquer l'erreur si une réalité certaine se manifeste par la suite mais à condition que l'aléa ne soit pas accepté. L'aléa accepté chasse l'erreur.

Erreurs indifférentes

Sur les motifs

Cette erreur n'est pas prise en compte comme vice du consentement.
Admettre ce type d'erreur reviendrait à entraîner une grande insécurité juridique.

Sur la valeur

C'est une erreur sur le prix, mais cette erreur ne doit pas porter sur les caractéristiques de la chose.

Les caractères de l'erreur

L'erreur doit être excusable

Ceci empêche la prise en compte des erreurs grossières, puisque selon la formule de certains auteurs « *Le droit ne protège pas les imbéciles* », ce qui signifie qu'on ne va pas protéger quelqu'un qui a fait un minimum de vérifications.

L'erreur doit être commune

Ça ne signifie pas que les deux partis se sont trompés, mais qu'ils connaissaient l'importance du point sur lequel l'erreur a porté pour l'autre partie. On retrouve l'impératif de sécurité juridique et renvoie aussi au caractère déterminant de l'erreur. L'erreur donnera lieu à la nullité du contrat.

Le dol

Il s'agit d'une erreur provoquée. Il est prévu par l'article 1116 du Code civil.



Les précis de la Corpa



29

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Éléments constitutifs du dol

Des manœuvres au silence

L'originalité du dol est qu'il entraîne la nullité du contrat mais aussi une possible action en responsabilité civile. On observe que pour ce vice du consentement on est passé des manœuvres écrites par le Code civil au simple civil.

La Cour de cassation est passée du dol en tant que manœuvre au dol en simple mensonge. Dans un **arrêt de la troisième chambre civile, du 6 novembre 1970**, la Cour de cassation estime qu'un simple mensonge non appuyé d'acte extérieur peut constituer un dol. On parle alors de réticence dolosive. La Cour de cassation semble-t-il, ces dernières années, a rattaché la notion de dol à la violation d'une obligation d'information, c'est à dire que si l'obligation d'information n'existe pas, la Cour de cassation estime que le dol n'est pas constitué, le silence même intentionnellement gardé sur un fait de nature à dissuader, ne constitue pas un dol. Cette jurisprudence a été posée par deux arrêts importants, dont un de la **première chambre civile du 3 mai 2000** et un deuxième de la **troisième chambre civile du 17 janvier 2007**.

- Premier arrêt : « **arrêt Baldus** » ; Une personne vend des photos dans son grenier et les vend à quelqu'un qui connaissait la valeur réelle des photos et le vendeur va agir pour demander la valeur du dol. La Cour de cassation refuse de faire droit à cette demande, au motif qu'il n'y avait aucune obligation d'information sur le prix.
- Deuxième arrêt : Dans l'affaire de 2007, c'est un contrat de vente qui est conclu entre un particulier et un professionnel de l'immobilier, qui ne donne pas la réelle valeur du bien. Le vendeur, qui s'en rend compte va invoquer le dol.

La Cour de cassation semble être revenue sur sa décision dans un arrêt du **16 mars 2011 de la troisième chambre civile**. Dans cette décision, le vendeur d'un bien immobilier n'avait pas indiqué à l'acquéreur qu'il y avait de l'amiante dans l'immeuble vendu. Et sur la demande en nullité de l'acquéreur, le vendeur indique qu'il n'était pas tenu d'informer le vendeur. La Cour de cassation estime que le vendeur est tenu à un devoir général de loyauté et va condamner le vendeur qui ne pouvait dissimuler le cocontractant un fait qu'il avait lui-même connaissance et qui aurait empêché l'acquéreur de contracter. Le vendeur devait porter à la connaissance de l'acquéreur un élément qui l'aurait dissuadé de contracter.

En l'absence d'obligation d'information, la Cour de cassation vise l'obligation de bonne foi, de loyauté.

La notion de loyauté ne donne plus aucune limite à l'information donnée par un cocontractant.



Les précis de la Corpa



30

L2

Droit – Melun – Premier semestre

L'origine du dol : le cocontractant

Le dol doit provenir du cocontractant, c'est donc une conception restrictive du dol qui l'emporte ici et qui l'oppose à la violence car la violence est prise en compte en tant que vice du consentement quelle que soit son origine. Le dol du tiers n'est pas pris en compte par principe.

Le dol du tiers n'est pas pris en compte, sauf dans trois cas :

- Le dol du représentant d'une partie.
- Le dol du complice : on ne peut pas faire appel à un tiers qui va lui-même provoquer l'erreur pour que la partie au contrat lui échappe.
- Le dol du tiers : D'après la nature du contrat, si l'acte est une donation (contrat à titre gratuit), on a une compréhension plus large de la notion de dol, et on prend en compte le dol du tiers.

Le dol est pris en compte uniquement quand il émane du cocontractant.

Cette conception restrictive du dol repose sur trois personnes :

- La caution ;
- Le débiteur principal ;
- Le créancier.

Le contrat de cautionnement est un contrat entre la caution et le créancier.

Deux intérêts :

- Le dol sera plus facilement pris en compte ;
- Dommages et intérêts.

Le bon dol ou le mauvais dol

Le bon dol ou le mauvais dol est une distinction qui n'existe pas du tout dans la loi, elle a été mise en place par la jurisprudence et par la pratique.

L'idée est que seul le mauvais dol doit être pris en compte, c'est qu'il doit y avoir l'intention de nuire.

Cette distinction avait été mise en place pour limiter le domaine du dol pour dire que dans certains cas, on a pas vraiment voulu nuire à certaines parties.

Le caractère déterminant du dol



Les précis de la Corpa



31

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le dol doit avoir un caractère déterminant, il doit avoir une certaine importance. Il y a toujours l'impératif de sécurité juridique.

L'idée est que le dol principal entraîne la nullité du contrat avec notamment des dommages et intérêts. En revanche, avec un dol incident, on a que des dommages et intérêts mais ne justifie pas la nullité du contrat.

Effets du dol

Quand il y a une action en justice fondée sur le dol, il peut y avoir trois demandes :

- Nullité du contrat ;
- dommages et intérêts ;
- nullité du contrat et, dommages et intérêts.

La violence

La violence est un vice du consentement défini par les **articles 1111 à 1115 du Code civil**.

Les Caractéristiques de la violence

La violence peut être exercée sur la personne, mais on considère aussi que la violence peut porter sur le patrimoine d'une personne. La menace dans les formes qu'elle va prendre peut être physique ou psychologique. Toute forme de violence peut être prise en compte.

La menace peut porter aussi sur le patrimoine. Toute forme est prise en compte du moment que le mal que l'on craint soit considérable. Il faut que cette violence soit illégitime.

Il y principalement deux cas dans lequel on considère que la violence est légitime :

- La crainte révérencielle ;
- La menace d'exercer des voies de droit lorsque ces voies de droit sont légitimes et lorsqu'il y a une certaine proportionnalité.

Origine de la violence

On est dans une acception plus large de la violence que celle du dol, et un degré plus grave que le dol et sera prise en compte quelque soit son auteur.



Les précis de la Corpa



32

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Modalités d'appréciation

Le problème vient du fait que dans le Code civil, il semble qu'il y ait une contradiction et que le Code civil lui-même mélange l'appréciation *in abstracto* et *in concreto*. La Cour de cassation a préféré l'appréciation *in concreto*. La violence est quelque chose ressentie de manière très différente d'une personne à l'autre.

Cas de la violence économique

Aujourd'hui, on a une évolution sur la violence à travers la prise en compte de l'hypothèse de la violence économique. Le cas de la violence économique est apparu dans un arrêt de la **première chambre civile, le 3 avril 2002**. La Cour de cassation a estimé qu'on peut remettre en cause une transaction car il y a violence, c'est à dire qu'il y a exploitation abusive d'une situation de dépendance économique.

On crée alors un nouveau cas de violence, qu'est l'exploitation abusive de l'État de dépendance économique.

Effets de la violence

La violence est une faute civile et souvent pénale. Donc, la violence entraînera la nullité du contrat ou des dommages et intérêts ou les deux.

La capacité

La capacité des contractants est définie à l'**article 808 du Code civil**. La capacité renvoie à une question concernant le droit des personnes. De manière générale, la capacité est l'aptitude à contracter, la capacité est nécessaire pour conclure un contrat valable. Le principe de manière générale est la capacité donc l'exception est l'incapacité. Ce principe découle l'**article 1123 du Code civil** qui dispose que toute personne peut contracter sauf si elle en est déclaré incapable par la loi.

L'incapacité d'exercice est une incapacité qui n'empêche pas d'être titulaire de droit mais qui entrave le libre exercice de ses droits.

L'incapacité de jouissance, elle, prive de la capacité d'acquérir certains droits.

En principe, seule la personne protégée par la loi peut demander la nullité du contrat.



Les précis de la Corpa



33

L2

Droit – Melun – Premier semestre

➤ La capacité de jouissance

Définition

Elle va aboutir à priver quelqu'un de l'aptitude à acquérir certains droits par la biais de contrats. Ce qui est original dans cette capacité est que la règle va protéger la personne qui va contracter mais c'est son cocontractant qui est incapable. C'est une capacité qui vise certains actes déterminés.

Illustrations

Illustration 1

L'**article 1125-1 du Code civil** prévoit l'incapacité pour des personnes qui travaillent dans des établissements d'acquérir des biens, ou bien incapacité de prendre à bail le logement occupé par cette personne avant de prendre son admission.

Illustration 2

L'**article 909 du Code civil** prévoit une incapacité pour les membres des professions médicales de bénéficier de libéralité ou d'être bénéficiaire d'un testament quand elles ont soigné une personne mais pour sa dernière maladie. Ce qu'on craint ici est ce qu'on appelle le vice de captation, idée selon laquelle le consentement lors de la dernière maladie est altéré.

On voit que l'incapacité de jouissance frappe certains actes et le mécanisme est original puisque celui qui est incapable est la personne en situation de force mais qui pourrait abuser de cette situation.

➤ La capacité d'exercice

Dans la capacité d'exercice c'est bien la personne qu'on veut protéger qui est incapable.



Les précis de la Corpa



34

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les différentes catégories

Le mineur protégé

En ce qui concerne, le mineur, il ne peut pas se lier par contrat, mais cette incapacité ne concerne pas les mineurs qui sont émancipés, qui sont eux capables comme les majeurs. L'émancipation est possible dès 16 ans révolus et c'est automatique par l'effet du mariage.

Les majeurs protégés

Il y a trois catégories de majeurs protégés suivant la gravité de l'altération des facultés mentales :

- La tutelle : régime le plus grave, le Code civil prévoit un régime de représentation.
- La curatelle : repose sur un système d'assistance.
- La sauvegarde de justice : la protection est temporaire et ne vaut que pour certains actes déterminés.

Les conséquences sur le droit des contrats

Le but de l'incapacité d'exercice est de protéger quelqu'un dont les facultés de discernement sont limitées, parce que la crainte est que cette personne conclue des contrats contraires à ses intérêts.

Le mineur

Principe

Il ne peut contracter de manière autonome. Il est représenté pour les actes civils par ses représentants légaux (généralement les parents), sauf une exception prévue par le Code civil, comme pour les contrats de la vie courante où il existe un usage suivant lequel le mineur peut agir seul.

Conséquence

Il a normalement besoin d'obtenir l'autorisation de ses parents sauf pour les actes de la vie courante. Néanmoins, un acte ne sera pas nul de plein droit mais sera jugé pour lésion.

Les majeurs

Principes



Les précis de la Corpa



35

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Dans l'hypothèse de la tutelle ou de la curatelle, on a système de représentation ou d'assistance.

Pour la tutelle, le système de représentation signifie que c'est le conseil de famille (tuteurs), qui donnera son accord pour le que le contrat soit conclu.

Dans le mécanisme de la curatelle, certains actes peuvent être faits seuls, d'autres nécessitent l'autorisation du curateur. C'est un système d'assistance puisque les deux consentements seront nécessaires pour que l'acte soit valable.

Dans l'hypothèse de la sauvegarde de justice, la personne protégée peut normalement contracter.

Néanmoins, deux restrictions sont apportées à son pouvoir :

- La personne mise sous sauvegarde de justice ne peut faire seule un acte lorsque cet acte figure sur une liste pour laquelle un mandataire spécial a été désigné.
- Les actes accomplis peuvent être rescindés pour cause de lésion ou réduits en cas d'excès.

Conséquence

La règle protégeant un intérêt particulier et est sanctionnée par une nullité relative, c'est à dire qu'elle sera invocable uniquement par la personne protégée.

L'objet

Quand, on parle de la notion d'objet, il y a trois exigences qu'on peut déduire.

➤ L'existence de l'objet

L'objet de l'obligation

Les différents types d'obligations

Obligation de faire

L'obligation de faire est un contrat par lequel on va demander à une personne d'accomplir un service moyennant une rémunération.

La particularité de cette obligation est que si elle n'est pas exécutée, la sanction ne sera pas l'exécution forcée mais une réparation par équivalent, c'est à dire par l'octroi de dommages et intérêts.



Les précis de la Corpa



36

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Obligation de ne pas faire

C'est une obligation d'abstention, cette obligation n'est pas normalement susceptible, d'après le Code civil, d'exécution forcée. En cas de méconnaissance de cette obligation, il y a aura une réparation par équivalent, c'est à dire l'octroi de dommages et intérêts.

Obligation de donner

Contrairement, aux obligations de faire, l'obligation de donner est susceptible d'exécution forcée. On pourra forcer le transfert de propriété.

L'existence de l'objet

A priori, le Code civil dit que la chose doit exister, à défaut il y a nullité du contrat. Il n'y a pas d'objet, soit parce que la chose n'a jamais existé, ou soit parce qu'elle a été détruite au moment de la formation du contrat.

Une chose présente

Le principe est que la chose doit être présente.

Une chose future

Mais de manière exceptionnelle, l'**article 1130 du Code civil** dispose que les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation. La chose future n'existe pas au moment de la formation du contrat.

De manière générale, sauf cas exceptionnelle, une chose future peut faire l'objet d'une convention.

La détermination de l'objet

L'**article 1129 du Code civil** pose deux règles dans le domaine du prix (évolution en matière d'objets plus importantes), il prévoit deux choses :

- Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.
- La quotité de la chose peut être incertaine pourvu qu'elle puisse être déterminée.

De ce texte général découle deux règles :

- La chose doit être déterminée ;
- La chose doit être au moins déterminable.



Les précis de la Corpa



37

L2

Droit – Melun – Premier semestre

En général

L'objet déterminé

Au moment de la formation du contrat, on sait précisément ce qui est dû.

L'objet déterminable

Dans certains cas, le législateur a pris en considération le fait qu'on ne pouvait pas pour certains biens déterminés préciser pour l'origine l'identification du bien. Dans ce cas-là, on va assouplir l'exigence pour que le contrat soit valable, il suffit donc que l'objet du contrat soit déterminable.

La question du prix

Le débat jurisprudentiel

La question du prix s'est posée dans deux types de contrats :

- Contrats de pompistes de marque (essence) ;
- Contrats entre les fabricant de bières.

Dans le souci de protéger la partie faible, la Cour de cassation va annuler ce type de contrat au motif que le prix n'est ni déterminé, ni déterminable. A partir d'**arrêts de 1978**, la Cour de cassation se fonde directement sur l'**article 1129 du Code civil** relatif à l'objet du Code civil.

Par la suite, la Cour de cassation a évolué, et va faire, dans les années 80, une distinction entre le contrat cadre et les conventions d'application et procédera uniquement à l'annulation des conventions d'application au motif que celles-ci donnent naissance à des obligations de donner pour lequel le prix est une condition nécessaire.

Dans un **arrêt du 29 novembre 1994, « arrêt Alcatel »**, la première chambre civile de la Cour de cassation estime que le juge doit contrôler la fixation du prix, donc la détermination du prix n'entraîne plus automatiquement l'annulation du contrat. Et le juge va notamment vérifier la bonne foi du fournisseur, mais le juge va également exercer un contrôle a posteriori, c'est à dire que le fait que le contrat ne contienne pas de prix dès l'origine, n'entraîne pas automatiquement sa nullité.

Les arrêts du 1er décembre 1995

Dans ces quatre arrêts (3 de cassation, 1 de rejet), la Cour de cassation confirme la solution de l'arrêt Alcatel.



Les précis de la Corpa



38

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Premier apport : la Cour de cassation estime que l'**article 1129 du Code civil** n'est plus applicable au prix, mais l'absence de détermination du prix dans les contrats, n'affecte plus leur validité.

Deuxième apport : Ce qui va être sanctionné désormais éventuellement par le juge, est l'abus dans la fixation du prix, qui se fera après la formation du contrat.

Troisième apport : La sanction applicable dans l'abus du prix est la résiliation du contrat avec éventuellement une indemnisation.

Aujourd'hui, depuis 1995, peu de décisions retiennent l'abus dans la fixation du prix, ce qui montre finalement une jurisprudence qui a renvoyé les cocontractants à un équilibre.

L'objet du contrat

L'absence de principe d'équilibre entre les prestations

En droit français, puisque le principe est la liberté contractuelle et l'autonomie de la volonté, il n'existe pas de règles imposants que les prestations soient équilibrées et que les contrats soient valables. En revanche, ce qui existe de manière traditionnelle ou plus contemporaine, est la prise en compte de déséquilibre très important pour lesquels le législateur intervient avec des mécanismes correcteurs.

La lésion

Rejet de principe

Il n'y a pas de principe général d'équilibre en droit des contrats, mais la lésion est un mécanisme correcteur prévu par le Code civil. Elle peut être définie de manière générale comme l'existence d'un déséquilibre manifeste entre les prestations des parties au moment de la conclusion des contrats. C'est un principe qui a un domaine bien limité, d'après l'**article 1118 du Code civil**. D'après ce texte, la lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats ou à l'égard de certaines personnes.

Prise en compte de manière exceptionnelle



Les précis de la Corpa



39

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Cette conception purement objective de la lésion est différente dans certains droits étrangers où l'on parle de lésion qualifiée, qui est un vice du consentement. On retrouve l'idée de l'exploitation d'un état de faiblesse. Et cette vision de la lésion est retenue par certains projets européens. La lésion va être prise en compte de manière exceptionnelle.

La lésion en matière immobilière

En matière de vente d'immeuble, la lésion va s'appliquer et est prévu par l'**article 1674 du Code civil**.

Conditions

La lésion permet dans le domaine immobilier aux vendeurs de remettre en cause la vente, lorsqu'il a été lésé de plus des 7/12 (sept douzième). Cela veut dire que l'on a reçu moins des 5/12.

On appelle ça la lésion d'outre moitié. On regarde simplement s'il y a ces déséquilibres entre les prestations. C'est une action qui est réservée aux vendeurs.

Effets

Une fois que la lésion a été constatée, il y a deux sanctions possibles :

- La rescision (espèce de nullité) ; on efface rétroactivement la vente.
- Possibilité pour l'acquéreur de sauver le contrat ; prévue par la loi dans l'**article 1681 du Code civil**, où l'acquéreur peut racheter la lésion en payant le supplément du juste prix mais en retranchant 1/10 du prix global.

Les autres cas de lésion

Pour que la lésion puisse s'appliquer, il faut un texte particulier (prévu par le Code civil).

Droit d'auteur

Dans le cas de la lésion en droit d'auteur (Code de la propriété intellectuelle), lorsqu'un auteur cède ses droits à l'exploitant, il faut une rémunération proportionnelle. L'idée est que l'auteur doit être associé à l'exploitation de son œuvre. Mais, dans certains cas, le Code de la propriété intellectuelle prévoit que le principe de la rémunération proportionnelle peut être écarté, et on peut recourir à une rémunération forfaitaire. Il se peut que l'œuvre ait un succès insoupçonné. On s'aperçoit au fur et à mesure que ce forfait est ridicule. Le Code de la propriété



Les précis de la Corpa



40

L2

Droit – Melun – Premier semestre

intellectuelle prévoit qu'il peut y avoir une lésion s'il y a plus des 7/12. Mais en réalité, le terme de la lésion semble inapproprié puisqu'au moment de la conclusion du contrat, il peut ne pas y avoir lésion.

Partage successoral

Il y a lésion quand l'un des copartageants a été lésé de 1/4. La proportion lésée est très large.
En matière de droits successoraux, on va respecter une stricte égalité.
On devra alors refaire le partage pour respecter cette proportion.

Les clauses abusives

Les clauses abusives ont pour origine la **loi du 10 janvier 1978**. Cette loi va mettre en œuvre un mécanisme de protection contre les clauses abusives, et qui sont définies de manière suivante : la clause abusive est la clause imposée par l'une des parties à une autre et qui lui confère un avantage excessif.

Définition

La définition de la clause abusive découle d'une **loi du 1er février 1995**, qui transpose en droit français une **directive du 5 avril 1993**. Cette définition, on la retrouve à l'**article L132-1 du Code de la consommation**, qui dispose que « *Sont abusives, les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer au détriment du non professionnel ou du consommateur un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des partis au contrat.* ». Cette définition repose essentiellement sur un critère qui est le critère du déséquilibre significatif.

Détermination

Dans la détermination de la clause abusive, il s'agit de savoir qui sont les parties au contrat.
D'après la jurisprudence de la Cour de cassation, un professionnel ne peut pas être traité comme un consommateur dès lors qu'il réalise un acte en relation directe avec sa profession. Le critère est celui de la relation avec l'activité. Dans **arrêt de la première chambre civile du 15 mars 2005**, la Cour de Cassation relève effectivement que la notion de consommateur vise uniquement la personne physique, mais la notion de professionnel n'exclut pas les personnes morales.

Illustrations

Dans les clauses abusives qui peuvent exister, on a différentes sources :

- Premier **décret de mars 1978**, qui posait une seule clause abusive ; les clauses limitatives de



Les précis de la Corpa



41

L2

Droit – Melun – Premier semestre

responsabilité.

- Une **loi de 2008** (Loi de modernisation de l'économie, 4 août 2008) a renvoyé un décret pris en 2009 pour rendre la liste de clauses abusives.

Dans ces deux articles, le pouvoir réglementaire a conseillé des règles relatives à une présomption, qui n'est pas de même nature dans les textes :

- **Article R132-1** : c'est une liste noire, figure dans cette liste des clauses présumées de manière irréfragable comme étant abusives.
- **Article R132-2** : c'est une liste grise, ce sont des clauses qui sont présumées comme étant abusive, mais la présomption est simple. Elle supporte la preuve contraire, l'objectif finalement de cette présomption est de renverser la charge de la preuve.

L'appréciation du caractère abusif des clauses ne porte jamais sur le prix lui-même, la rémunération du bien et du service. On a un principe posé en droit français, depuis une ordonnance du 1er décembre 1986, qu'est le principe de la liberté de la concurrence avec une règle fondamentale qu'est la libre fixation des prix.

Il faut protéger le marché contre les pratiques contraire à la liberté de la concurrence.

Régime des clauses abusives

Quelle que soit l'autorité qui a déclaré le caractère abusif de la clause, la sanction est la même. Quand une clause est abusive, dans les contrats du Code de la consommation, la sanction qui est prévu est que la clause est réputée non écrite. C'est une forme de nullité partielle.

Lorsqu'on est dans l'hypothèse des clauses qui concernent les professionnels, la loi de modernisation de l'économie, prévoit que la sanction sera des dommages et intérêts du seul fait de tenter le cocontractant à des obligations déséquilibrées.

➤ La possibilité de l'objet

L'impossibilité absolue

Définition

L'impossibilité absolue vise le cas où aucun débiteur ne pourrait réaliser la prestation promise.



Les précis de la Corpa



42

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Conséquences

La conséquence est que le contrat est nul, faute d'objet. La prestation tombe, elle n'a pas d'objet. Il manque une condition de validité du contrat.

L'impossibilité relative

Définition

L'impossibilité relative vise le cas où la prestation est réalisable dans l'absolue mais pas par le cocontractant.

Conséquences

Le contrat est valable, mais le débiteur qui s'est engagé ne peut pas accomplir la prestation, ce n'est pas la nullité du contrat. Ce seront des dommages et intérêts qui seront versés. La personne a commis une faute dans l'exécution du contrat.

➤ La licéité de l'objet

Certains le présente comme une conformité de l'objet aux notions d'ordre public et aux bonnes mœurs, qui est précisé par l'**article 1108 du Code civil**.

La notion de choses hors commerce

L'**article 1128 du Code civil** dispose que « *Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent être l'objet des conventions.* ». Certains auteurs ont montré que cet article ne veut rien dire parce que si on reprend la notion de commerce, le texte signifie qu'il y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent faire l'objet de commerce.

Le corps humain

Le corps humain, les cadavres vont être hors du commerce. Mais il existe des contrats sur le corps humain. On effectue alors une grande distinction entre le don et la vente.



Les précis de la Corpa



43

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Néanmoins, ce principe de la gratuité du corps humain connaît certaines limites, parce que quand certains produits sont à partir du corps humains, ils peuvent entrer dans un circuit commercial.

Indirectement, il y a une remise en cause de l'extra-patrimonialité de l'être humain.

Sur l'existence d'une contrepartie, à priori les contrats sont types.

Aujourd'hui, on protège le consommateur avec un droit de rétractation. D'un point de vue purement contractuel, il faut savoir que ce sont des débats de technique juridique.

Un troisième élément porte sur le corps lui-même, et celui-ci le droit l'admet totalement. Des contrats vont modifier le corps.

Les attributs de la souveraineté

Il existe une deuxième chose hors commerce : les attributs de la souveraineté.

Les marchandises contrefaisantes

Les marchandises contrefaisantes ont une origine extra-particulière.

La personne qui est en possession de la chose, n'a aucun droit (pas de droit de propriété) sur celle-ci en revanche elle a des obligations liées à la chose...

En revanche, si la chose hors commerce cause un dommage, dans ce cas-là, la personne en sa possession sera considérée comme un gardien.

Le cas des clientèles civiles

En matière juridique, on différencie de manière classique deux types de clientèles :

- clientèle civile : Depuis un **arrêt du 7 novembre 2000**, la première chambre civile de la Cour de cassation va juger que la cession de clientèle est possible, si toute fois cette dernière conserve une liberté de choix.
- clientèle commerciale : Lorsqu'on vend un fonds de commerce, la clientèle va être vendue puisqu'elle est l'élément principal du fonds de commerce. Elle est donc cessible.



Les précis de la Corpa



44

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les prestations hors commerce

Le jeu

D'un côté on ne cesse de mettre en garde contre les abus du jeu, mais, l'État est ravi qu'on joue (80% de taxes sur les sommes jouées). Le jeu va être en dehors du commerce classique parce que ça va être réglementé. Il faut assurer normalement la protection du joueur.

Les infractions pénales

Dans le domaine des infractions pénales, on ne peut pas normalement conclure un contrat pour mener une infraction pénale, par le droit pénal.

Dans certains cas, la Cour de Cassation va valider une pratique civile pénale interdite.

Dans les infractions économiques, on va distinguer les partis au contrat et l'intérêt qu'on veut protéger.

En présence d'un objet illicite, la sanction sera la nullité du contrat, on cherche à protéger l'intérêt général. C'est pour ça qu'on parle d'une nullité absolue, qui s'oppose à la nullité relative.

La cause

Même si la notion est critiquée, elle a une certaine utilité.

➤ **Le débat traditionnel autour de la notion de cause**

Les causalistes

Dans la théorie classique l'auteur considéré comme causaliste est Domat, qui va avoir une conception de la cause comme la notion de cause objective. La cause objective est la raison proche, le but immédiat.

Dans la théorie classique, la notion d'existence de la cause s'explique souvent selon la nature du contrat et on distingue les contrats synallagmatiques, les contrats unilatéraux et les contrats à titre gratuits.

Dans les contrats synallagmatiques, les obligations réciproques des partis se servent mutuellement de cause.

Dans les contrats unilatéraux, avec comme exemple le contrat réel avec le prêt, Domat va estimer que la cause de l'obligation de l'emprunteur est la remise de la chose.



Les précis de la Corpa



45

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Dans les contrats à titre gratuit, la cause est la volonté de faire un sacrifice sans contre partis, c'est ce qu'on va appeler l'intention libéral (animus donandi).

Les anti-causalistes

Plagniol va dire que la théorie de la cause est une théorie fausse.

Dans les contrats synallagmatiques, pour Plagniol, les obligations naissent de manière simultanée, on en déduit donc l'impossibilité logique à ce que chacune des obligations soient la cause de l'autre.

Dans les contrats réels unilatéraux, s'il n'y a pas de remise de la chose le contrat n'existe pas.

Dans les contrats à titre gratuit, si on ne tient pas compte des mobiles qui ont justifiés l'intention libérale et dans le cas contraire, la cause se confond avec le consentement.

Ensuite, Plagniol va dire que cette notion est inutile.

L'idée ici est que la cause n'ajoute rien par rapport aux mécanismes qui existent déjà. L'idée défendue par Plagniol est que la cause ne repose que sur des évidences et surtout qu'elle se confond avec d'autres notions qui existent déjà parce que dans la libéralité, si il n'y a pas d'intention libérale, il n'y a pas de consentement.

Ensuite, relativement aux contrats unilatéraux réels, s'il n'y a pas de remise de la chose, soit on peut considérer que le contrat n'est pas formé, soit que l'obligation de restitution est nulle faute d'objet.

Et maintenant ?

En revanche, cette conception de Plagniol elle aussi va être contestée et deux auteurs vont remettre en avant l'intérêt de la notion, que sont Capitant et Maury.

Ils vont faire deux considérations :

- Dans les contrats synallagmatique, la cause a un intérêt parce que la nullité d'une obligation ne frapperait que l'obligation dépourvue d'objet où dont l'objet est illicite. Ainsi, les obligations sont interdépendantes, et si l'une est nulle faute d'objet, l'autre sera nulle faute de cause.
- Dans les contrats unilatéraux consensuels, l'exemple donné est l'exemple des promesses de payer, sans préciser la raison de l'engagement.

Or, ici, il y a deux sources possibles :

- C'est un acte à titre gratuit, donc une donation qui relève d'une intention libérale.
- C'est une extinction d'une dette antérieure. Or, la notion de cause est importante parce que si la



Les précis de la Corpa



46

L2

Droit – Melun – Premier semestre

personne n'est pas débitrice (la dette n'existe pas), il y aura nullité de l'engagement parce qu'il y aura absence de cause.

Ces notions vont jouer quand il s'agit de regarder l'existence de la cause, qui est une exigence posée à l'**article 1131 du Code Civil**.

En revanche, la cause au sens du mobile a été développée. On ne va plus parler de la cause objective, de la cause abstraite, mais plutôt d'une cause subjective, concrète. C'est la raison lointaine, le mobile.

➤ L'existence de la cause

Dans les contrats réels

Dans l'existence de la cause, pour les contrats réels, il n'y a pas d'intérêt. Le contrat n'existe même pas. Dans les contrats réels, le contrat ne sera réellement formé que par la remise de la chose.

Dans les contrats unilatéraux

Simplement, dans les contrats unilatéraux, la Cour de cassation admet la notion de fausse cause pour réduire une reconnaissance de dette. C'est un arrêt rendu par la **première chambre civile de la Cour de cassation du 11 mars 2003**. La fausseté partielle de la cause n'entraîne pas l'annulation de la décision mais sa réduction à la mesure de la fraction résistante. Le **8 octobre 2009**, la Cour de cassation a jugé que dans un contrat synallagmatique la fausseté partielle de la cause, ne peut entraîner la réduction de l'obligation.

Dans les contrats synallagmatiques

Dans les contrats synallagmatiques, la notion de cause va réellement jouer.

La cause : contrepartie

Existence de la cause

La cause va exister. Il va exister dans ce genre de contrat une contrepartie réelle. Ainsi, la Cour de Cassation a estimé qu'il y avait absence de cause, si la contrepartie existe apparemment mais en réalité est dépourvue de toute utilité.

La notion de cause objective s'apprécie au moment de la formation du contrat.



Les précis de la Corpa



47

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Preuve de l'existence de la cause

C'est l'**article 1132 du Code civil** qui précise que la convention n'est pas moins valable quoi que la cause n'en soit pas exprimée. C'est ce qu'on appelle les billets non causés, c'est à dire les engagements qui ne précisent pas leur cause. Dans ce cas-là, l'**article 1132 du Code civil** pose une présomption d'existence de la cause, qui est présumée du seul fait de la production de ce billet non causé. Mais c'est une présomption simple. La preuve contraire peut être apportée par tout moyen.

La subjectivisation de la cause

La cause est associée à la notion de partie. Elle présente néanmoins des limites dans son application. Elle peut se confondre avec l'objet de l'obligation de l'autre partie.

La cour de cassation a rendu un arrêt le **3 juillet 1996, « arrêt point club vidéo »**, qui est un arrêt dont la doctrine a parlé comme parlant de subjectivisation de la cause, c'est à dire qu'on a une notion objective dans les contrats synallagmatiques, et on va glisser vers une notions subjective. Pour la notion classique, le contrat prévoyait bien des obligations réciproques. Or, dans cette affaire, la Cour de cassation va annuler le contrat au motif que l'opération n'avait aucun intérêt réel pour les acquéreurs du fond parce que dès l'origine on pouvait être certain que l'opération n'allait pas être rentable faute d'intérêt.

Il y a une grande insécurité juridique. La Cour de cassation est revenue en arrière avec un **arrêt de la chambre commerciale du 9 juin 2009**. La cause de l'obligation dans un contrat synallagmatique réside dans l'obligation de contracter avec l'autre.

Il y a une insécurité juridique parce si on dit que l'existence de la cause suppose que le contrat ait un intérêt, toute partie qui ferait mauvaise affaire pourrait contester le contrat.

Certains estiment qu'on peut encore utiliser cette notion de cause, avec un « **arrêt Chronopost** », du **22 octobre 1996**, où la cause serait l'instrument privilégié pour réaliser un réel contrôle de l'équilibre du contrat.

D'autres pensent qu'elle serait revenue en arrière depuis :

- **Arrêt du 27 mars 2007 par la chambre commerciale** : Il ne s'agissait pas de protéger un particulier mais un professionnel.
- **Arrêt du 9 juin 2009 par la chambre commerciale** ; la cause de l'obligation dans un contrat synallagmatique réside dans l'obligation contractée par l'autre.



Les précis de la Corpa



48

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Lorsqu'il y a un ensemble contractuel avec plusieurs contrats distincts. Il se peut qu'il y ait un lien avec les différents contrats. Dans ce cas-là, la jurisprudence a créé la notion d'indivisibilité ou bien d'interdépendance entre les différents contrats. Si, un des contrats tombent dans l'ensemble, les autres contrats tomberont en même temps.

➤ La licéité de la cause

La cause : mobile

La cause, ici, a comme sens le mobile, ce qui a poussé les partis à s'engager. C'est la théorie moderne qui a apporté cette notion de cause subjective. La cause correspond aux raisons personnelles pour lesquelles les parties ont contractées. C'est donc, une notion qui est individualisée. Cette cause subjective présente l'utilité de moraliser le contrat, le problème se pose de savoir la sanction qui va s'appliquer lorsqu'une clause d'un contrat est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Utilité du concept

La clause en elle-même est nulle.

Le problème vient ici de la contradiction qui existe entre deux articles du Code civil :

- **Article 1172 du Code civil** dispose qu'il y a nullité du contrat si la clause était la cause impulsive et déterminante de l'engagement. En matière de contrats à titre onéreux, la nullité de la clause va rejailir sur l'ensemble de la convention mais ça ne touche pas seulement la clause.
- **Article 900 Code civil** vise les libéralités. Dans ce texte, le législateur prévoit que le contrat est maintenu mais seule la clause illicite est supprimée.

La jurisprudence applique le critère de l'**article 1172 du Code civil**, même pour les libéralités.

Recul de la cause illicite

La notion de cause illicite semble reculer dans les applications qu'on trouve aujourd'hui, par l'effet du recul de la notion de bonnes mœurs. Cette notion décline en droit des contrats particulièrement. La tolérance fait reculer le jeu de la cause illicite.

La jurisprudence la plus célèbre est celle entre les concubins adultérins. Depuis un **arrêt de 1999**, la Cour de cassation estime que les libéralités même entre concubins adultérins ne sont plus contraires aux bonnes mœurs.



Les précis de la Corpa



49

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Face à cette jurisprudence, l'idée est que le concubinage adultérin n'est plus contraire à la notion de bonnes mœurs, et cette jurisprudence montre le recul de la notion.

Preuve de l'illicéité de la cause

Le mobile est présumé être licite, mais la preuve contraire peut être apportée.

On a une évolution en 2 temps :

- Preuve intrinsèque : La jurisprudence exigeait que la preuve contraire soit apportée par un élément dans l'acte : preuve intrinsèque.
- Mais la jurisprudence a évolué avec la preuve extrinsèque (par tout moyen) avec un arrêt fondateur du **2 janvier 1907**.

Cette preuve se fait au moment de la conclusion du contrat, ce qui a été critiqué par une partie de la doctrine parce qu'on conteste le bienfondé d'une annulation alors que le contrat est devenu conforme au bien public et aux bonnes mœurs.

La forme du contrat

La forme du contrat n'est pas visée par l'**article 1108 du Code civil** parce que le principe est celui du consensualisme en droit français.

Le principe du consensualisme

Signification de la règle

Le consensualisme signifie qu'aucune condition de forme n'est en principe exigée pour la validité du contrat. Par conséquent, sauf exception expresse, le contrat se forme par le seul échange des consentements sans avoir à respecter d'autres conditions.

Avantages du consensualisme

Un avantage classique donné au consensualisme est un point de vue morale, le consensualisme qui repose sur la parole donnée doit être respecté, et notamment qui empêche de rogner un engagement trop facilement au prétexte d'une méconnaissance de règle de forme.



Les précis de la Corpa



50

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le consensualisme rend beaucoup plus simple et plus rapide la conclusion des contrats.

Inconvénients du consensualisme

L'inconvénient majeur est que l'attention de la personne qui s'engage sur la gravité de son engagement n'est pas attirée. Le formalisme va assurer la sécurité des relations juridiques et la forme est un moyen de protection de la personne qui s'engage.

Sur la notion de consensualisme, il y a depuis les années 1950, mis en avant par Ripert, un double mouvement pour les formes du contrat :

- D'une part, les formes solennelles se multiplient mais en même temps, elles vont se simplifier.
- D'autre part, le législateur et la pratique développent le formalisme qui va ensuite être assoupli par la jurisprudence.

➤ L'exception du formalisme

Véritable exception ; le formalisme à titre de validité

Les contrats réels

Ils se forment par la remise de la chose, il y a remise matérielle au cocontractant de la chose. L'idée dans cette remise matérielle est qu'on attire l'attention de la partie sur la gravité de l'acte.

Depuis la **réforme de 2006**, le gage n'est plus un contrat réel, c'est à dire que le gage sans dépossession est valable. En revanche, le contrat n'est pas devenu consensuel puisque la dépossession a été remplacée par un écrit. Le contrat a basculé de contrat réel vers les contrats solennels.

Simplement, à travers les exemples de l'évolution de la jurisprudence et l'**arrêt de 2006**, la catégorie des contrats réels ne recoupe que les dépôts consentis par un particulier.

Les contrats solennels

On parle de contrat solennel lorsque la formation du contrat dépend de l'accomplissement d'une solennité qui sera le plus souvent un écrit. Cette solennité est une condition de l'existence même du contrat.



Les précis de la Corpa



51

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Et notamment le Code civil prévoit 4 contrats qui sont solennels avec la nécessité de l'obligation de passer un acte authentique, notarié :

- Contrat de mariage ;
- Donation ;
- Hypothèque ;
- La subrogation conventionnelle par changement de débiteur ; opération à 3 personnes, on va changer la personne du débiteur.

Ces premiers types de contrat solennel prennent la forme d'acte authentique.

Mais, les contrats solennels ne prennent pas toujours la forme d'acte notarié. Certains contrats doivent être conclus par un acte sous seing privé signé par les différentes parties.

Atténuation : Le formalisme à titre de preuve

C'est le cas quand le formalisme est requis à titre de preuve et non de validité du contrat. La preuve est régie par les **articles 1342 et suivants du Code civil**.

L'écrit

Le principe est qu'il faut un écrit si le contrat porte sur une somme supérieure à 1500€.

Pour les contrats synallagmatiques, la règle est la preuve du double original.

Pour les contrats unilatéraux, la partie qui s'engage doit écrire le montant de l'obligation en lettres et en chiffre (**article 1326 du Code civil**). C'est ce qu'on appelle la mention manuscrite.

La preuve en l'absence d'écrit

Dans le domaine du droit commercial, le principe est la liberté de la preuve. Cependant, quand il s'agit d'un acte mixte, on fait une application distributive des règles de preuve, c'est à dire que c'est le non-commerçant qui bénéficiera de la liberté de la preuve.

L'aveu et le serment font figures de preuve parfaite.

Lorsqu'on est dans l'impossibilité morale ou matérielle de se procurer un écrit, il faudra prouver l'incapacité, et ensuite la preuve pourra être apportée librement.



Les précis de la Corpa



52

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Le formalisme à titre d'opposabilité

Signification

Le contrat est valable entre les parties si on se réfère au principe du consensualisme, mais le contrat risque de ne pas développer des effets à l'égard du tiers.

Illustrations

Si le contrat existe et est valable entre les parties mais on ne peut pas faire valoir des effets à l'égard des tiers, le contrat n'existe pas.

Avec la publicité foncière, la vente d'un immeuble est consensuelle. La vente ne devient opposable qu'aux tiers qu'après l'accomplissement d'une formalité de publicité puisqu'elle sera publiée après la conservation des hypothèques. Donc, le formalisme est une condition d'opposabilité.

Le formalisme à titre informatif

But

Il s'agit de protéger une des parties dans un contrat. Il existe une défiance à l'encontre du cocontractant. La pratique l'oblige donc à informer le cocontractant, grâce aux mentions obligatoires. Le but est de protéger la partie faible

Illustrations

Pour la cession de fonds de commerce, on protège l'acquéreur du fonds pour s'assurer qu'on connaît la valeur réelle du bien qu'il va acquérir. L'idée est d'être certain que celui à qui on oppose la clause l'a accepté. Pour s'informer que la personne connaît les clauses, on retrouve dans les contrats d'assurance, les clauses qui édictent la nullité, l'exclusion ou déchéance ne sont valables que si elles sont mentionnées en caractère apparent.

Quand on exerce un contrat de cautionnement, on risque de perdre tout notre patrimoine quand le débiteur est défaillant. On renonce à certaines règles qui sont censées nous protéger. Donc on doit écrire une mention dans laquelle on s'engage à payer.



Les précis de la Corpa



53

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Appréciation

Il existe un problème quant aux moyens utilisés pour savoir s'il est en adéquation avec le but poursuivi, c'est à dire la protection de la partie faible.

La nature du formalisme est incertaine donc la sanction peut varier :

- Nullité automatique ;
- Nullité facultative.

Quand les textes ne prévoient rien, la jurisprudence estime que la nullité peut être prononcée.

La conformité du contrat à l'ordre public et aux bonnes mœurs

Ces deux notions sont souvent présentées comme une condition autonome mais elles font largement double emploi avec la notion d'objet licite et de cause licite. On a un texte général, qu'est l'**article 6 du Code civil**, qui dispose : « *On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui troublent l'ordre public et les bonnes mœurs.* ». De plus, un adage dit : « *La Fraude corrompt tout.* ».

➤ Les notions

La notion d'ordre public

Ordre public de protection

C'est un ordre public qui protège une certaine catégorie de personnes. Certains rapports contractuels sont déséquilibrés dès l'origine donc on protège la partie faible.

Ordre public de direction

C'est un ordre public qui est censé protéger l'intérêt général (et pas particulier). Aujourd'hui, cet ordre public trouve une application dans le domaine du droit de la concurrence en autorisant la liberté de la concurrence et en interdisant certaines pratiques, sous peine de sanctions civiles et pénales.



Les précis de la Corpa



54

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les bonnes mœurs

Contenu

D'après la doctrine, les bonnes mœurs renvoient à l'ordre public, la notion est inutile.

Le juge va définir la notion :

- Tendence empirique : ce qui est regardé est normal et habituel à l'instant et lieu donné.
- Tendence idéaliste : Conception de vie que le juge va faire prévaloir en l'estimant supérieure.

Le juge va plutôt choisir la tendance empirique. On établit une sorte de présomption selon laquelle les mœurs qu'on applique sont les bonnes.

Évolution

La notion de bonnes mœurs évolue avec le temps et l'évolution de la société.

➤ **Illustrations**

L'ordre public

On renvoi l'ordre public de direction à la défense de l'État et de la famille.

Quand on viole l'ordre public, la nullité du contrat est encourue.

Elle varie selon l'ordre public :

- Ordre public de direction : nullité absolue ;
- Ordre public de protection : nullité relative

Les bonnes mœurs

La Cour de cassation valide les conventions de courtage avec un homme marié. L'évolution est telle que certains états ont abandonné la notion de bonnes mœurs.



Les précis de la Corpa



55

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La sanction de la méconnaissance des conditions de validité du contrat

La nullité est la sanction de méconnaissance des conditions de validité du contrat. Elle entraîne l'effacement rétroactif du contrat. Parfois, on peut rajouter la responsabilité de l'autre partie avec la condamnation à des dommages et intérêts.

La nullité et l'inexistante

L'inexistence vient frapper un contrat où le consentement n'est pas présent, le contrat n'existe pas.

La nullité est une sanction liée à la validité du contrat.

L'inexistence est considérée comme plus grave que la nullité, elle ne connaît pas de prescription.

La nullité et la résolution

La nullité est une sanction dans la formation du contrat.

La résolution est une sanction dans l'exécution du contrat.

Elles ont toutes les deux un effet rétroactif.

La nullité et l'inopposabilité

L'inopposabilité est un rapport entre les parties avec les tiers, mais ne produit pas d'effet à l'égard des tiers.

La nullité n'a aucun effet entre les parties.

La nullité et la caducité

La nullité est rétroactive.

La caducité peut priver d'efficacité un contrat car un élément essentiel va disparaître en cours d'exécution du contrat.

La nullité textuelle et la nullité virtuelle

La nullité textuelle est prévue par la loi.



Les précis de la Corpa



56

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La nullité virtuelle est appliquée dans le cas du silence par le juge.

La nullité partielle et la nullité totale

La nullité partielle frappe une seule clause du contrat qui sera effacé.

La nullité totale frappe le contrat entièrement.

➤ Le débat traditionnel autour des nullités

La définition classique des nullités

Le contrat apparaît comme un organisme, la nullité y est présentée comme une forme de maladie.

On qualifie la nullité selon la gravité de l'État :

- états les plus graves : nullité absolue ;
- états bénins : nullité relative.

La remise en cause de la définition classique

Il est très difficile de voir dans les conditions de l'**article 1108 du Code civil**, la condition qui se rattache à la validité du contrat.

La sanction repose sur le fondement de la règle transgressée :

- Si l'intérêt général est protégé : nullité absolue (Illicéité de la cause ou de l'objet) ;
- Si l'intérêt particulier est protégé : nullité relative (vice du consentement, incapacités, lésion).

➤ L'effet commun aux nullités

L'anéantissement rétroactif du contrat

Principe

La nullité ayant un effet rétroactif on doit faire comme si le contrat n'avait jamais existé et que les parties devraient se retrouver dans le même état qu'avant la conclusion du contrat. Il y a restitution.



Les précis de la Corpa



57

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les restitutions

Pour faire jouer pleinement la rétroactivité les restitutions doivent être accomplies.

Deux adages vont paralyser les restitutions en raison de l'immoralité de la cause du contrat :

- « *Nemo auditur (propriam turpitudinem allegans)* » : Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude.
- « *In pari causa turpitudinis cessat repetitio* » : Il n'y a pas lieu à restitution si les deux parties sont associées à la turpitude.

Mise à l'écart des restitutions : l'adage « *Nemo auditur* »

Dès lors qu'une partie connaît le caractère immoral de la convention, elle ne peut exiger ni l'exécution de la prestation, ni l'obtention de sa restitution.

Mais cet adage n'a pas de portée général en droit : il ne faut pas l'utiliser à tords et à travers.

Les difficultés de mise en œuvre du principe

Illustration

Pour un contrat de vente, la rétroactivité va jouer facilement car il suffit que le vendeur rende le prix et l'acquéreur la chose.

Entre le moment où le contrat a été exécuté et le moment où la nullité a été prononcée, divers éléments ont pu se produire et aller à l'encontre de la restitution :

- Biens améliorés : le vendeur devra-t-il l'indemniser de ses travaux ? Il n'y aura jamais retour au statu quo : le bien ne sera plus le même.
- Bien mobilier corporel vendu à un tiers de bonne foi : On va rendre le prix et non le bien.

Cas du contrat à exécution instantanée

Mais le prix de revente n'est pas forcément le prix de la première vente : de quel prix doit-on prendre en compte ? C'est le prix de la 1ère vente qui est annulée qui devrait être pris en compte.

Mais si le revendeur a commis un dol ou une violence on permet à un vendeur de s'enrichir.

Cas du contrat à exécution successive

L'une des parties a assumé des prestations qui matériellement ne pourront jamais être réglées.



Les précis de la Corpa



58

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Donc on devra trouver d'autres moyens de restitutions face à ces obstacles.

Solutions

L'état du bien restitué doit être restitué dans l'état où il se trouvait le jour du contrat.

Pour un bien détruit, la restitution doit se faire en fonction de la valeur du bien au jour du contrat.

S'il y a eu dol ou violence, le vendeur initial pourra obtenir des dommages et intérêts par le biais d'une action en responsabilité civile.

Deux positions de la jurisprudence pour les contrats à exécution successive sont retenues :

- Nullité qui ne doit jouer que pour l'avenir
- Application pleine de la rétroactivité : solution qui a la préférence de la jurisprudence.

La théorie de l'apparence joue pour protéger les tiers de bonne foi qui ont contracté sans savoir que la personne qui concluait avec eux n'avait pas la qualité pour s'engager par contrat.

L'action en responsabilité à la suite de l'action en nullité

Le fondement de l'action se résout en dommage et intérêts puisqu'il s'agit d'une responsabilité délictuelle (**Article 1382 du Code civil**) car le contrat n'est en théorie pas valable.

Preuve d'une triple faute :

- La faute ;
- Le préjudice ;
- Le lien de causalité entre les deux.

➤ Le régime des nullités

Il y avait classiquement 3 éléments de distinction :

- Différence dans les personnes pouvant invoquer la nullité ;
- Possibilité de confirmer l'acte nul ;
- Question de prescription : disparue aujourd'hui.



Les précis de la Corpa



59

L2

Droit – Melun – Premier semestre

Les personnes pouvant invoquer la nullité

En cas de nullité relative

La nullité peut être invoquée que par la personne protégée (ou son représentant si la personne est incapable).

Exceptions :

- Les héritiers pourront agir en nullité pour un contrat conclut par le défunt
- Des créanciers pourront agir en nullité alors même que l'on dit qu'ils sont tiers, ils pourront agir par le biais d'une action publique (on agit contre le débiteur de son débiteur).

En cas de nullité absolue

Tout intéressé peut agir: Principalement les deux parties au contrat peuvent agir.

Le juge pourra relever d'office la nullité absolue de même que le ministère public car il y a une volonté de défendre les intérêts généraux.

La confirmation

Confirmer un acte nul c'est renoncer à agir en nullité.

En cas de nullité relative

Lorsque la nullité est relative, la confirmation est possible pour la protection d'un intérêt particulier : celui qui est protégé peut renoncer à la protection de la loi.

D'après l'**article 1338 du Code civil**, l'acte de confirmation n'est en principe valable que si on y trouve plusieurs éléments :

- La substance de l'obligation ;
- La mention du motif de l'action en nullité ;
- L'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

En cas de nullité absolue

Lorsque la nullité est absolue, la confirmation est possible puisque c'est l'intérêt général qui est protégé.



Les précis de la Corpa



60

L2

Droit – Melun – Premier semestre

La prescription

Avant la **réforme de 2008** :

- Nullité relative : 5 ans ;
- Nullité absolue : 30 ans.

Maintenant, avec l'**article 2224 du Code civil**, on a un alignement des prescriptions qui est de 5 ans.

En principe, le délai de prescription commence à courir le jour où le titulaire de l'action en nullité a connu l'effet ou aurait dû connaître l'effet permettant d'exercer cette action.

➤ **L'exception de nullité**

Notion

Il s'agit d'un moyen de défense pour résister à une demande émanant d'une autre partie qui sollicite l'exécution d'un contrat.

L'exception de nullité n'agira pas si le contrat a été exécuté ou s'il y a eu un commencement d'exécution.

Conséquence

La nullité du contrat suppose qu'il y est une action en justice. La nullité n'est pas automatique. En conséquence, le contrat doit être appliqué jusqu'à la décision du juge.